

Analyse du secteur bovin en Italie

Castiglione E., Federici C.

in

Belhadj T. (ed.), Boutonnet J.P. (ed.), Di Giulio A. (ed.).
Filière des viandes rouges dans les pays méditerranéens

Zaragoza : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 35

1998

pages 45-61

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=98606216>

To cite this article / Pour citer cet article

Castiglione E., Federici C. **Analyse du secteur bovin en Italie.** In : Belhadj T. (ed.), Boutonnet J.P. (ed.), Di Giulio A. (ed.). *Filière des viandes rouges dans les pays méditerranéens*. Zaragoza : CIHEAM, 1998. p. 45-61 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 35)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Analyse du secteur bovin en Italie

E. Castiglione et C. Federici

Istituto per Studi, Ricerche e Informazioni sul Mercato Agricolo, ISMEA,
V. Nomentana 183, 00161 Roma, Italie

RESUME - L'analyse du tableau général du secteur des viandes en Italie -et en particulier des bovins- met en évidence une série de contradictions internes, de déséquilibres structurels, de potentiels inexprimés et, surtout, une grande incertitude sur l'évolution possible de la situation internationale et, par conséquent, de la situation nationale. Pour tracer une ligne organique d'interventions à effectuer dans un avenir proche il faut considérer la bipartition entre exploitations d'élevage compétitives et exploitations d'élevage dont le rôle principal est de type "territorial". Pour les premières, il faudra adopter un ensemble d'instruments capables de renforcer leur compétitivité (facilités de crédit, plans d'amélioration, développement de l'entreprise). Pour la deuxième catégorie il sera bon de prévoir des instruments qui favorisent les activités multiples, la réduction de l'impact environnemental et la valorisation des productions locales. De même, il faudra étudier d'autres actions pour le maillon final de la filière : la consommation. On devra prévoir des interventions visant à promouvoir l'achat de viande de bœuf afin de freiner la tendance à la baisse prévue pour les prochaines années.

Mots-clés : Auto-provisionnement, bipolarisme, intégration verticale, prévisions (2001).

SUMMARY - "Analysis of the Italian cattle sector". A general analysis of the meat sector in Italy -particularly the bovine sector- points out a certain number of contradictions, structural imbalances, implied potentialities and, mainly, great uncertainties about the future evolution of both world and domestic scenarios. A new intervention system for the future should take into account not only the competitive production units but also those farms with just "territorial" goals. Measures that lead to competitiveness improvement (credit facilities, improvement project, growth of farm sizes) should be applied to the competitive units. Instead, measures which main objectives are pluriactivity, reduction of environmental impact and valorization of local products, should be applied to the "territorial units". In the same way, other actions should be adopted in order to promote consumption -like promotions of meat purchases- with the aim of reducing the decreasing trend that is expected in the next years.

Key words: Self-sufficiency, bipolarism, vertical integration, forecasts (2001).

Introduction

Le secteur des productions animales en Italie est un secteur important tant pour l'économie agricole que pour l'économie globale du pays. Dans les élevages italiens, on produit une valeur de presque 27 000 milliards de liras - plus de 40% de toute la valeur découlant de l'activité agricole - outre le chiffre d'affaires d'environ 8 000 milliards de liras produit, en amont, par l'industrie des aliments pour animaux et d'environ 60 000 milliards de liras, en aval, en phase de traitement et de transformation industrielle.

L'importance de la consommation comporte un état chronique de dépendance de l'étranger, tant pour l'approvisionnement en matières premières que pour les produits demi-finis et finis, entraînant un degré d'auto-provisionnement qui, à l'exception de la branche avicole (105%) - le seul pour lequel l'Italie soit autonome - s'avère très bas, égal à 66% pour les bovins de boucherie, 68% pour les bovins laitiers, 62% pour les porcs et 55% pour les ovins et les caprins.

Il s'ensuit, donc, que notre pays joue un rôle prépondérant dans la stabilisation du marché de l'UE, surtout en termes de demande (Fig. 1).

La conséquence en est un important déficit commercial : en 1995, l'ensemble du secteur des productions animales a contribué pour environ 76% à la formation du passif de la balance agro-alimentaire, soit 13 529 milliards de liras ; les estimations pour 1996, tout en indiquant une nette amélioration, témoignent dans tous les cas de dépenses globales élevées.

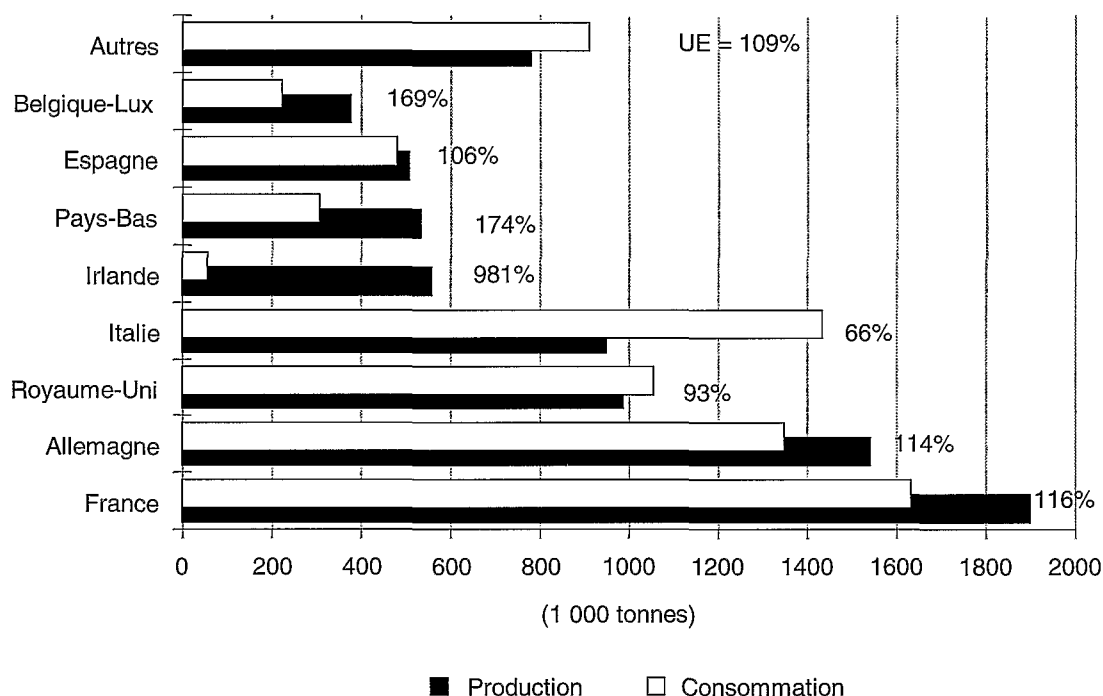


Fig. 1. Auto-provisionnement en viande bovine dans l'UE (1995) (Source : Traitement ISMEA de données Eurostat).

Cependant, par le passé on n'a pas accordé aux productions animales toute l'attention qu'elles méritent, compte tenu de leur poids. En effet, notre pays a souvent été considéré à tort comme ayant une faible vocation animale, à cause de contraintes structurelles - imposées par la nature du territoire, par le morcellement de la propriété, etc. - qui en ont conditionné le développement.

En outre, la libéralisation graduelle des marchés - par l'application des accords du GATT - l'évolution du contexte international - avec l'élargissement à l'Est de l'UE - et par conséquent la révision de la politique de l'UE - avec la réduction du soutien - amènera un durcissement de la concurrence qui finira par augmenter les risques pour les éleveurs italiens, à cause de coûts de production accrus.

Compte tenu des contraintes structurelles existantes, pour essayer de diminuer les coûts de production, bon nombre d'éleveurs italiens se sont orientés vers des modèles de type "intensif", mais ils ont fini par être fortement désavantagés par l'OCM actuelle. Par ailleurs, cette organisation, qui a bien manifesté ses limites - elle n'est pas parvenue à garantir le contrôle de la quantité (excédents de production) ni celui de la qualité (ESB) - a particulièrement nui à l'Italie qui n'a pu accéder aux primes, en moyenne, que pour 60% du nombre de têtes de bétail admissibles. Le rapport entre les premières primes versées en 1995 et la production nationale dans la branche bovine montre que, parmi les principaux producteurs, l'Italie est pénalisée (128 Ecus/tonne) par rapport à l'Irlande (685 Ecus/tonne), le Royaume Uni (459 Ecus/tonne), la France (414 Ecus/tonne) et l'Allemagne (192 Ecus/tonne).

Malgré la forte incidence des élevages intensifs sur les résultats du secteur, le système de production italien se compose aussi d'un très grand nombre de petites exploitations, localisées surtout dans les régions marginales.

Malgré le processus de concentration en cours - avec une sortie du marché de 120 000 exploitations de 1990 à 1993 (-12%), le système d'élevage apparaît excessivement fragmenté.

Cette situation finit par influencer aussi les stades plus en aval de la filière, déterminant une dispersion excessive des établissements de transformation industrielle et de distribution.

La production

La structure de l'élevage (ISTAT, 1995b, vv.aa.)

Le cheptel bovin italien - qui en 1996 s'élevait à un peu plus de 7 millions de têtes - est en déclin constant : durant les cinq dernières années, la baisse a été de 3% par an. Parmi les signes les plus évidents de dégradation du secteur, depuis le début de l'application de la nouvelle OCM, on observe une réduction draconienne du nombre de têtes de moins d'un an - passé à environ 2,1 millions (-12% par rapport à 1992) - et, surtout, des veaux de boucherie, dont le nombre est de 320 000 unités (-16%).

La structure de l'élevage comprend environ 265 000 exploitations, dont à peu près 145 000 orientées vers la production de viande et 120 000 vers la production laitière.

Durant la seule période 1990-1993, le secteur bovin a été marqué par la fermeture de plus de 52 000 élevages (-16%). Cet abandon, qui concerne principalement les petites et moyennes exploitations (de moins de 50 têtes), a porté le nombre moyen de têtes par exploitation de 24 à 28, consolidant encore le processus de concentration déjà lancé depuis longtemps. Malgré cela, le système de production italien se caractérise par un bipolarisme élevé : dans un nombre modeste d'élevages de plus de 100 têtes (6% du total) sont présents 48% des bovins, tandis qu'environ 7% est dispersé dans plus de 51% des étables capables d'accueillir jusqu'à 9 animaux (Fig. 2).

L'articulation du système d'élevage

L'élevage des bovins de boucherie s'articule en catégories qui peuvent se schématiser comme suit :

(i) Selon la structure des exploitations, on distingue :

- *Les élevages traditionnels*, principalement répandus dans les zones intérieures et marginales (races rustiques).
- *Les élevages intensifs d'animaux de boucherie*, localisés dans les zones de plaine (centres d'embouche).
- *Les élevages de veaux à viande blanche*.
- *Les élevages de vaches laitières*, qui fournissent des animaux d'embouche (veaux sevrés), des animaux engraisés (jeunes bovins précoces) et quelques importants "sous-produits" (génisses, vaches de réforme).

(ii) Selon la zone de production (différenciée selon système d'élevage, races élevées, intégration avec l'industrie, etc.), on distingue :

- Les zones du *Nord-Est* (Lombardie-Vénétie-Emilie), dans lesquelles les systèmes d'élevage à forte intensité de capital sont prépondérants.
- Les zones du *Nord-Ouest* (Piémont), dans lesquelles coexistent des élevages "mixtes".
- Les zones du *Centre et du Sud* de l'Italie, dans lesquelles prédominent les élevages extensifs des races à viande italiennes typiques.

En général, on observe que 70% du bétail est localisé au Nord, 10% au Centre et 20% au Sud.

Le volume et la valeur de la production (ISMEA, 1991-96, nn.vv. ; Databank, 1996a ; Ministero della Sanità, 1997)

L'offre de viande de bœuf a, en général, une évolution cyclique dans laquelle alternent des phases de croissance et de déclin. Dans les années quatre-vingt-dix, elle s'est fortement ressentie de la législation communautaire : de 1992 à 1996, elle est tombée à un taux annuel moyen de 0,45% ; en particulier, de 1992 à 1993, elle a diminué, comme conséquence immédiate de la PAC, mais depuis 1993, elle a recommencé à augmenter à cause du grand nombre de bovins abattus, surtout pour la

question des quotas de lait (Table 1). En 1996 la crise de l'ESB a contribué à la baisse de l'offre ; pendant la dernière année le nombre de bêtes abattues a été de 4 629 000 unités, correspondant à une production nationale de 932 000 tonnes de viande.

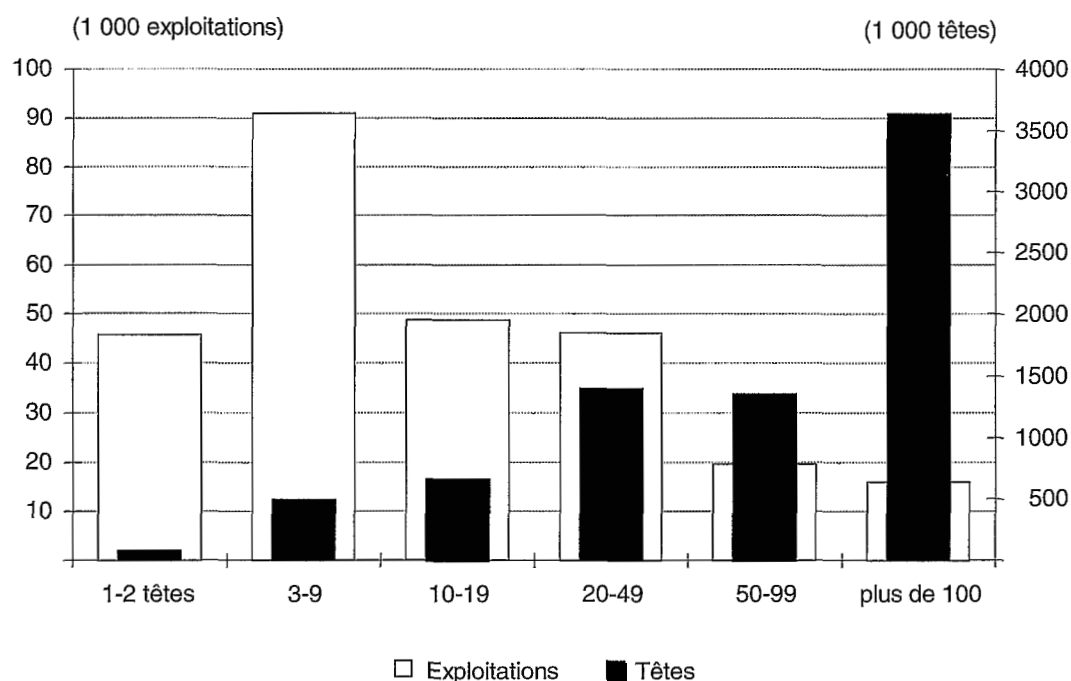


Fig. 2. La taille des élevages de bovins par nombre de têtes (Source : Traitement ISMEA de données ISTAT).

Table 1. Bilan d'approvisionnement de la filière bovine (1 000 t)

	1987-91	1992	1993	1994	1995	1996 [†]	1996-95 Var. (%)
Production	871	948	913	934	950	932	-1,8
Importation	735	735	632	616	571	513	-10,1
Disponibilités	1 639	1 690	1 612	1 567	1 520	1 445	-4,9
Export	97	214	137	121	83	113	35,8
Consom. apparente ^{††}	1 541	1 476	1 475	1 447	1 437	1 304	-9,2
Consom. pro capite (kg)	27,1	26,0	25,9	25,3	25,1	22,8	-9,2
Taux d'autoapprovis. (%)	56	64	62	65	66	71	8,2
Solde	-638	-521	-495	-496	-488	-400	-17,9
Mouvement	832	949	769	737	654	626	-4,3
Solde normalisé (%)	-77	-55	-64	-67	-75	-64	-14,3
Degré couverture de l'import (%)	13	29	22	20	15	22	51,0
Propension à l'import (%)	48	50	43	43	7	7	-11,3
Propension à l'export (%)	11	23	15	13	9	12	38,3
Degré d'ouverture (%)	43	44	38	38	8	8	0,1

[†]Estimation

^{††}Y compris la variation des stocks

Source : ISTAT ; ISMEA

Quant aux types de viande produits, la viande de jeune bovin et de bœuf représente 66% du total, la viande de veau 15%, la viande de vache et de génisse 15%, la viande de taureau 4%.

En 1996, selon les estimations de l'ISMEA, la valeur globale nominale de la production animale destinée à l'alimentation humaine a été supérieure à 27 000 milliards de liras, soit environ 24% du total de l'agriculture ; l'apport principal a été fourni par la valeur de la production de viandes, soit environ 16 265 milliards de liras (60%).

En particulier, la valeur de la production de viandes bovines a subi une baisse de 15% par rapport à l'année précédente - passant de 6 770 à 5 735 milliards - et de ce fait son poids sur le total du secteur est tombé à 35% (Fig. 3).

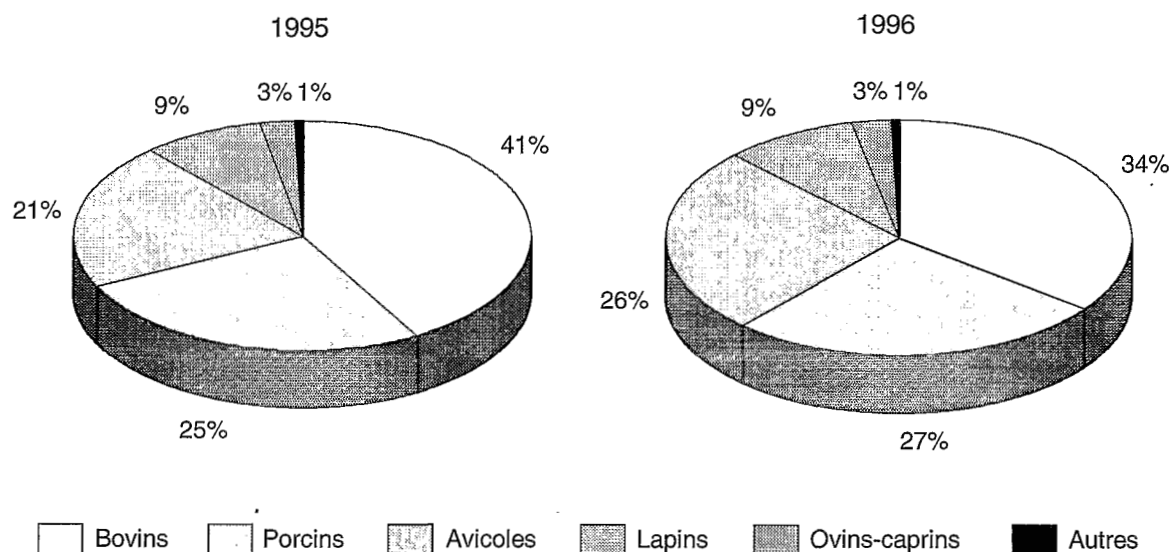


Fig. 3. Composition (%) de la Plv des viandes (Source : Traitement ISMEA de données ISTAT).

La structure de l'abattage (Agra, 1995 ; Carbonari et Sopranzetti, 1996 ; Confindustria, 1994 ; Databank, 1996b ; ISMEA, 1991-96, 1994-96, 1995b ; ISTAT, 1995a)

L'abattage se localise principalement au Nord ; 4 régions seulement concentrent plus de 70% de la production : Emilie-Romagne (21%), Lombardie (20%), Vénétie (19%) et Piémont (11%).

Les établissements d'abattage peuvent se distinguer comme suit : (i) *abattoirs industriels* privés et en coopérative ; (ii) *abattoirs artisanaux* et locaux d'abattage ; et (iii) *abattoirs publics*.

Les données les plus récentes font état d'environ 2 800 lieux d'abattage bovin - à l'exclusion des ateliers de découpe - dont plus de 400 abattoirs publics et 2 400 abattoirs artisanaux et industriels, dans lesquels travaillent au total plus de 20 000 personnes. Vu la faible capacité de production (moins de 2 têtes par jour), une partie importante des abattoirs publics - environ 80% - et des abattoirs privés seront contraints sous peu à sortir du marché ou à travailler exclusivement au plan local.

Environ 300 établissements d'abattage sont agréés CEE - moins de 11% des unités d'abattage - tandis que 89% du total sont de capacité limitée ou en régime de dérogation (établissements publics).

Bien que l'évolution des installations, ces dernières décennies, ait donné la preuve indubitable d'un processus de concentration de l'abattage, l'émiettement est encore évident en un nombre excessif d'unités de traitement (Fig. 4).

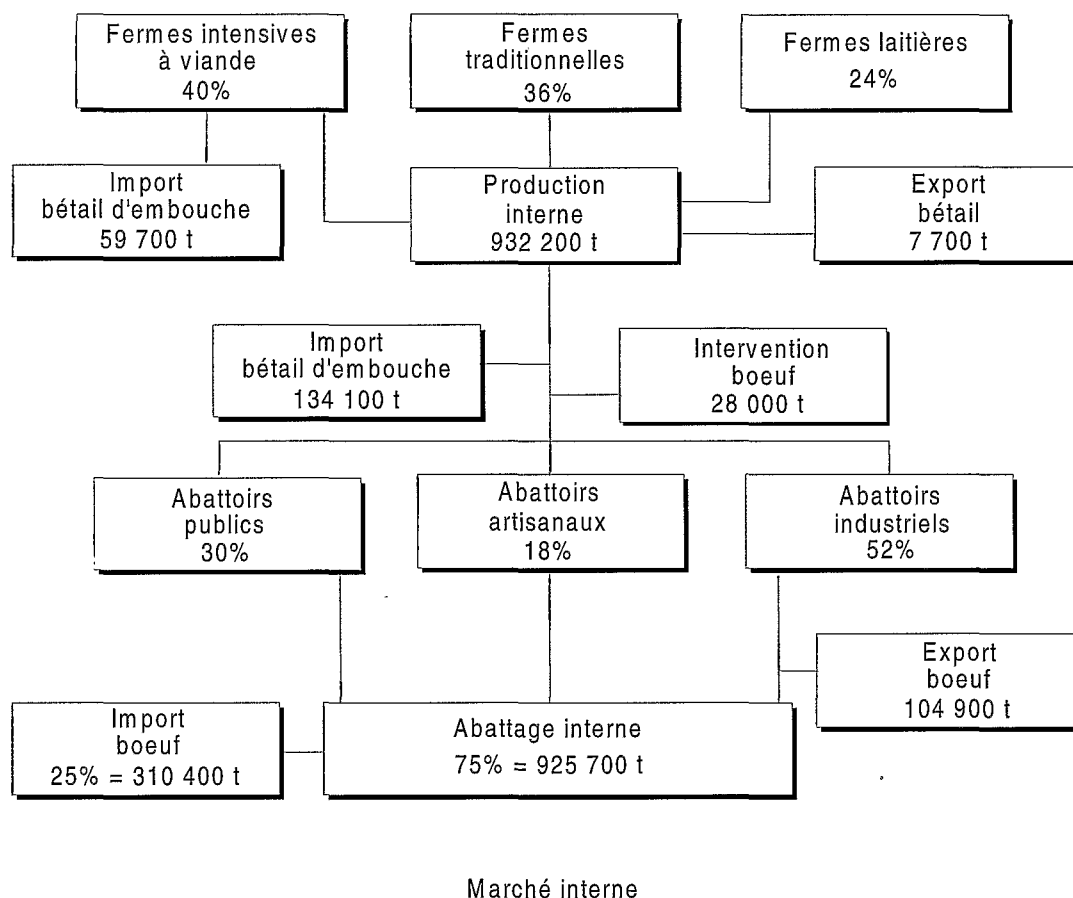


Fig. 4. Production de bœuf (Source : ISMEA).

Plus particulièrement, le nombre des *abattoirs publics* a diminué en un peu plus de vingt ans d'environ 2 000 unités. Parallèlement, leur poids a considérablement diminué - surtout au Nord - du fait que leur contribution au total de la viande abattue est passée de 65% à 30%. Leurs points faibles sont leur taille modeste et leur fonctionnement peu efficient.

Les *entreprises industrielles* - dont la capacité de production dépasse 10 000 têtes par an - sont au nombre d'environ 400 ; une centaine environ ont une capacité de production de plus de 100 000 têtes par an. L'apport de ce segment de l'abattage atteint 52% de la production nationale (dont 39% pour les abattoirs privés et 13% pour les coopératives d'abattage), représentant la partie centrale de l'offre. La preuve en est que les 20 premières entreprises d'abattage détiennent une part de marché supérieure en valeur à 30%.

Par contre, les *abattoirs artisanaux* se trouvent dans les zones rurales, autrefois difficiles à atteindre par les filières commerciales les plus importantes. Ils sont plus nombreux dans les régions du Nord à forte densité de bétail (Lombardie, Emilie-Romagne, Vénétie, Piémont) ; on peut estimer l'apport de ces établissements à 18% de la production actuelle. Leurs principales difficultés sont liées à la modernisation des filières d'approvisionnement et de commercialisation, à l'introduction d'innovations technologiques et aux frais d'exploitation élevés (traitement de la carcasse entière).

Dans l'ensemble, la valeur de la production de la phase d'abattage de bovins a été estimée à environ 5 000 milliards de lire.

Le commerce extérieur

Le rôle des échanges avec l'étranger (ISMEA, 1991-96, nn.vv.)

Pour la filière bovine italienne, le commerce extérieur revêt un caractère structurel, vu le faible degré d'auto-approvisionnement interne qui, en moyenne, est d'environ 60% (Fig. 5).

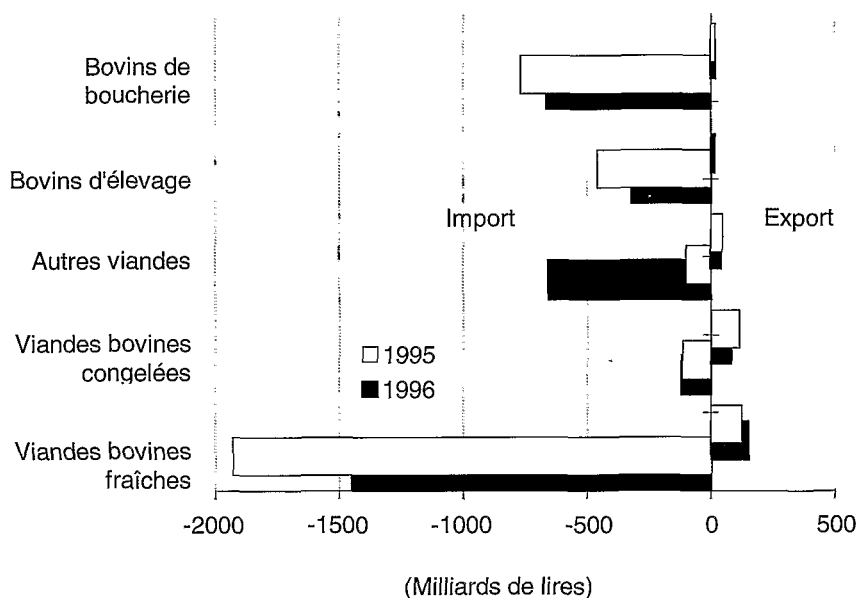


Fig. 5. Commerce extérieur du secteur bovin (Source : Traitement ISMEA de données ISTAT).

Durant les cinq dernières années, les valeurs à l'importation se sont réparties comme suit : (i) 14% animaux "maigres" destinés à l'engraissement ; (ii) 24% animaux de boucherie ; (iii) 58% viandes fraîches ; et (iv) 4% viandes congelées.

Ces flux sont très importants car ils alimentent l'activité des centres d'embouche, des abattoirs, et directement la demande interne au moyen de la distribution.

Quant aux provenances, la France est le principal fournisseur d'animaux maigres (60%), de boucherie (90%) et de viandes fraîches ; l'Allemagne est importante pour les animaux de boucherie (surtout adultes) et pour les viandes fraîches (15%) ; les Pays-Bas pour les achats de viandes fraîches (25%) et de veaux de boucherie ; les pays d'Europe de l'Est - en particulier la Pologne (15%) - pour les animaux maigres.

Par contre, vu que la demande est supérieure à l'offre intérieure, les exportations sont de nature résiduelle et sont limitées à quelques dizaines de milliers de tonnes - presque exclusivement de la viande - principalement destinées aux pays de l'UE, de l'Europe de l'Est et du Moyen Orient.

De 1992 à 1996, on a observé une très forte chute du volume des importations (-33,8%) et des exportations (-40,8%). En particulier, en 1996, les effets de cette tendance ont été amplifiés par la crise de l'ESB qui a entraîné une grande diminution des achats à l'étranger, à cause de la baisse des prix qui a constitué une sorte de barrière à l'entrée pour de nombreux produits étrangers. En effet, l'année 1996 s'est clôturée par un déficit de 3 193 milliards de lire pour le secteur bovin. Par rapport à l'année précédente, l'amélioration du solde commercial a été de plus de 26%, à cause de la forte contraction des importations (-10% en volume) et de l'accroissement simultané des ventes (+7%). La valeur des achats, en effet, est tombée à environ 3 635 milliards de lire (-23%) à cause de la réduction de 27% de la dépense en viandes fraîches et réfrigérées (1 920 milliards de lire), de 29% des animaux d'élevage (478 milliards) et de 12% des animaux de boucherie (953 milliards).

L'analyse de la structure des échanges permet d'estimer le nombre d'importateurs à environ 100, localisés pour 49% au Nord-Ouest, pour 26% au Nord-Est, pour 14% au Sud et pour 11% au Centre de l'Italie. L'activité d'exportation de viandes bovines est exercée par environ trente entreprises, dont vingt entrent dans le cadre des entreprises industrielles d'abattage.

La consommation (Databank, 1996b ; European Quality Beef, 1997 ; Gatti et Valli, 1995 ; ISMEA, 1995a ; Largo Consumo, 1995-96 ; Mark up, 1995-96 ; Meat Focus International, 1995-96)

Ces dernières années, les analyses de la consommation alimentaire des familles amènent de façon à peu près unanime à des conclusions que l'on peut résumer comme suit :

(i) Nette diminution de l'incidence des achats de produits alimentaires sur le total des dépenses et du revenu. Durant la dernière décennie, le poids des dépenses alimentaires dans la consommation totale est passé de 24% à 18% ; tandis que le poids de la consommation de viande par rapport à la consommation alimentaire est resté sans changement (27%) ; globalement, la part de la consommation de viande par rapport aux dépenses totales s'est réduite à 5%.

(ii) Changements dans la structure de la consommation alimentaire et, donc, dans les habitudes alimentaires, comme conséquence d'un ensemble de facteurs que l'on peut synthétiser ainsi :

- Changements démographiques (réduction du taux de croissance de la population).
- Changement de la structure du système traditionnel des repas.
- Croissance de la part de la consommation hors domicile.
- Augmentation du nombre de cellules familiales à un ou deux éléments.
- Augmentation de la participation des femmes au marché du travail et réduction des temps moyennement employés dans la préparation des repas.
- Pleine affirmation du "régime méditerranéen", en même temps que de certains modèles alimentaires anglo-saxons, comme par exemple la restauration rapide (*fast-food*).
- Attention croissante aux problèmes de la santé physique.

Durant la dernière période, à la suite de tendances émergentes - souci de praticité et de rapidité de préparation, attention à l'aspect de l'hygiène alimentaire, à la pureté du produit, au rapport qualité/prix - la consommation de viande s'est sensiblement modifiée.

A partir de 1990, la consommation de viande par habitant et par an a connu une légère baisse, passant de plus de 81 kg à un peu plus de 79 kg pour la dernière année, comme conséquence de la réduction évidente de la consommation de viandes bovines, tombées de 27 à 23 kg (Fig. 6).

Pendant cette période, où la consommation apparente de viande bovine a diminué de plus de 1,5 à 1,3 millions de tonnes (-8% par rapport à 1995), se sont développées quelques grandes tendances, telles que : la baisse de la demande de veau et de vache en faveur du jeune bovin, l'augmentation de la demande dans le segment des surgelés et des plats préparés.

La structure de la consommation (ISMEA-Nielsen, 1997)

Afin d'évaluer en termes analytiques l'impact de l'ESB sur les achats de viande fraîche, l'ISMEA a effectué une enquête, en collaboration avec la société Nielsen, pour étudier l'attitude actuelle des consommateurs.

L'étude - effectuée dans la première quinzaine du mois de décembre 1996, au moyen d'un questionnaire proposé par PC en séquences vidéo raisonnées - s'est composée d'un sondage motivationnel et d'un autre de nature plus strictement conjoncturelle.

Pour la réaliser, on a soumis une série de questions à un échantillon d'environ 2 000 familles italiennes caractérisées par la présence d'un responsable de l'achat de moins de 65 ans - faisant partie de l'Index des consommateurs (consumer index), le principal instrument d'analyse de la consommation des familles italiennes utilisé par l'ISMEA - représentatif d'un univers d'environ 14,6 millions de familles italiennes. La stratification de l'échantillon a été effectuée selon certaines

caractéristiques du responsable des achats (sexe, âge, scolarité, situation professionnelle) et d'autres, plus générales, portant sur toute la famille (macrozone d'appartenance, taille de l'agglomération de résidence, niveau socio-économique, taille de la cellule familiale).

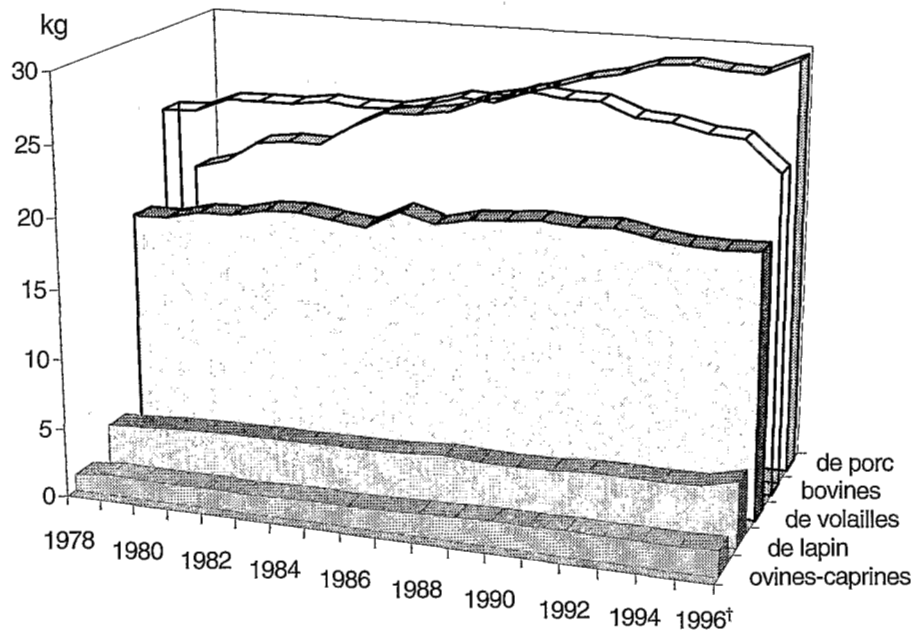


Fig. 6. Consommation de viandes *per capita* (Source : ISTAT, †estimation ISMEA).

Le domaine d'enquête a été ciblé plus particulièrement sur la fréquence et l'occasion de la consommation, sur l'image et le vécu du produit (accueil, valeur nutritive, etc.), sur les motifs d'achat (service, sécurité, etc.), par rapport aux différents points de vente visités, et a concerné les plus importantes sortes de viande (bovin, porc, poulet, lapin, etc.).

En général, on a pu observer le rôle primordial joué par la viande dans les familles italiennes : dans 79% des cas, tous les membres de la famille consomment de la viande. La grande valeur de l'indice de pénétration montre, par ailleurs, qu'il s'agit d'un marché saturé dans son ensemble.

La pénétration la plus forte est celle du poulet (89%), puis du porc (67%), du bœuf (66%) et du veau (62%). Si l'on concentre l'attention sur la viande bovine, on observe que la propension à l'achat manifestée pour le veau et le jeune bovin est peu variée entre les différents segments de l'échantillon. Malgré cela on peut affirmer que dans le Centre-Nord on privilégie le jeune bovin-boeuf, tandis qu'au Sud on préfère le veau. En outre, dans le Sud l'achat de viande de veau pendant l'année est beaucoup plus régulier qu'au Nord et au Centre où le caractère sporadique de la consommation de ce type de viande est plus marqué.

La fréquence de la consommation de viande bovine est, en proportion, plus élevée, et elle est préparée dans la plupart des cas au moins 2-3 fois par semaine (jeune bovin : 51% ; veau : 49%). Le caractère saisonnier des achats de viande bovine est fortement atténué par rapport au passé.

Le lieu de consommation est principalement la famille (65%).

Les achats se font presque exclusivement sous forme de morceaux ou de portions de viande fraîche (dans 96-98% des cas pour le veau et le jeune bovin). Le principal élément d'attention dans le choix de la viande bovine - comme des autres viandes pour lesquelles une politique de marque industrielle ou de distribution n'est pas développée - est la qualité garantie par le détaillant. Le prix devient un élément plus important dans la décision d'achat de produits pour lesquels on perçoit un différentiel qualitatif plus bas.

Un autre résultat de grand intérêt est la perception de la qualité par les consommateurs (Fig. 7). La préférence va aux viandes de jeune bovin (21% des jugements positifs) et de veau (20%), qui met en relation soit la digestibilité et la valeur nutritive perçue pour les différentes viandes, soit la praticité d'emploi et l'avantage (bien que ces viandes ne soient pas jugées économiques).

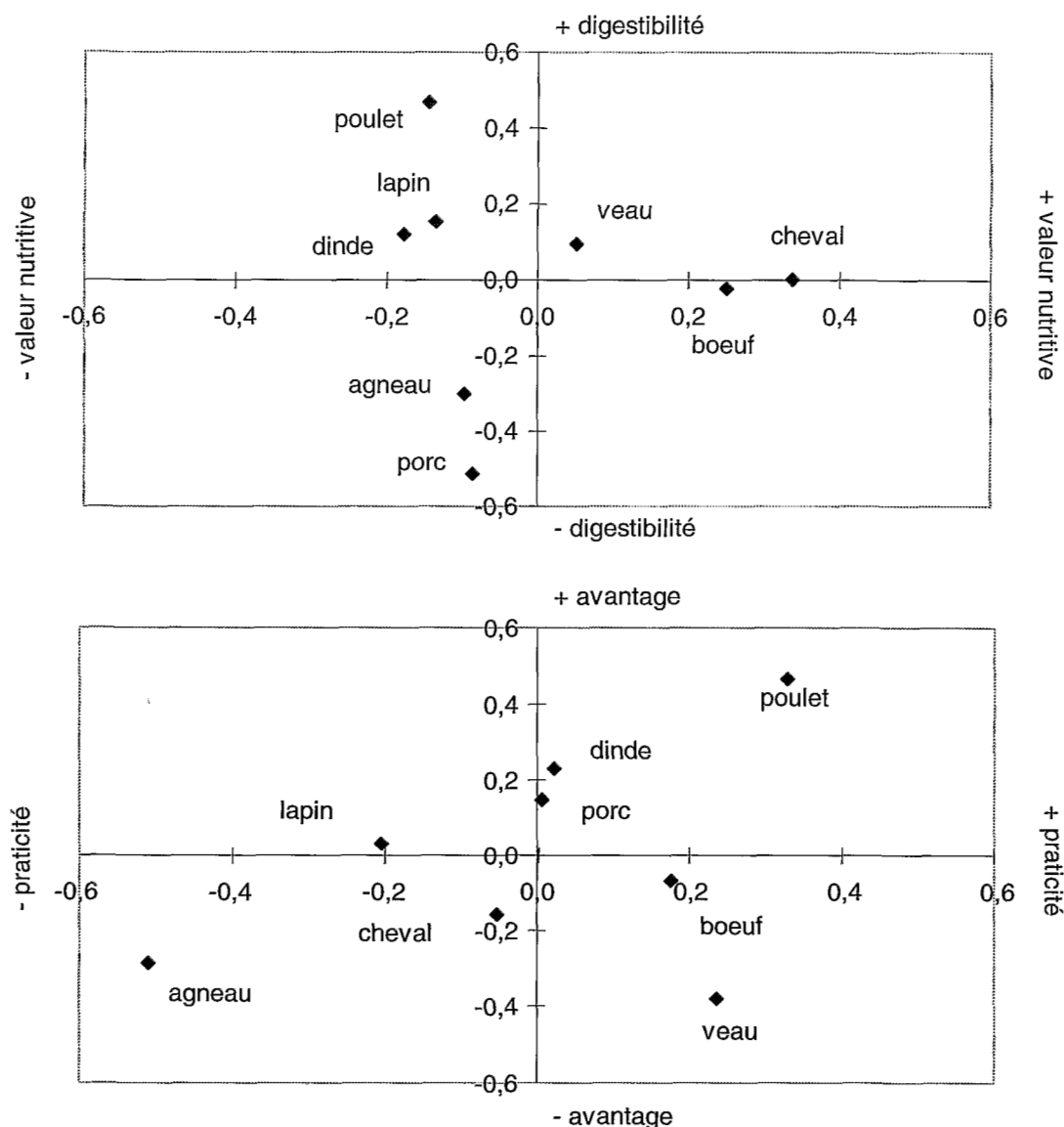


Fig. 7. La carte des préférences du consommateur (Source : ISMEA-Nielsen).

La boucherie est choisie comme lieu d'achat surtout au Sud, par les ménagères et par les retraités, d'âge moyennement élevé, de niveau socio-économique moyennement élevé ; la grande distribution (GD), par contre, est un lieu d'achat typique pour les centres urbains de taille moyenne-grande, du Nord et du Centre, fréquenté par des personnes jeunes de scolarité moyenne et élevée. L'achat dans des boutiques de traiteurs-gastronomie est assez faible, encore que majeur dans les grands centres urbains du Nord.

Le recours à la boucherie est surtout motivé par la qualité et la sécurité garantie par le contact direct avec le commerçant et par la commodité d'achat (entendue comme nombre important des points de vente). La GD est préférée pour la commodité d'achat (entendue comme gamme d'offre, etc.) et pour l'avantage, tandis que la gastronomie-traiteur pour la commodité d'emploi du produit et l'achat direct chez l'éleveur pour la qualité et la sécurité garantie par l'absence d'intermédiaires.

Le marché

La structure du marché (Databank, 1996b ; Nomisma, 1997 ; Venturini et Pieri, 1995)

La distribution nationale est très fragmentée, comme le secteur de la production.

Seulement 8% des animaux transitent par les marchés au bétail de zone de production, dont le plus important est celui de Modène, où transite 30% du nombre des têtes de bétail passant sur les marchés au bétail. De 1990 à 1995, on a observé une diminution de 42% des apports qui sont passés de 673 000 à 392 000 têtes. L'absence des opérateurs les plus importants (GD) et la rareté des services offerts sont à la base de cette tendance.

Pour cette raison, l'intégration verticale est en forte expansion - en même temps que l'intégration horizontale - entre certains groupes d'éleveurs, d'industriels et de la distribution tout le long de la filière.

De même, les échanges de viande se font dans une modeste mesure par les marchés de gros qui sont utilisés presque exclusivement par de petits intermédiaires locaux, surtout dans les régions du Sud, où le grossiste est encore important, vu que la distribution organisée est moins développée. Ceux-ci fournissent surtout le détail non spécialisé et la restauration.

Le système de distribution (Fig. 8) s'articule en :

(i) *Restauration*, qui véhicule plus de 11% de la viande bovine, assure la restauration sociale et collective (réfectoires, hôpitaux, écoles, etc.) et la restauration commerciale (cafés, restaurants, hôtels, restauration rapide, etc.). Son importance semble en augmentation.

(ii) *Détail*, qui véhicule plus de 81% de la viande bovine, représenté principalement par deux canaux :

- *Le détail traditionnel* (56% du marché en 1995, soit moins de 680 000 tonnes) ; il se caractérise par le rapport de confiance qu'il assure au consommateur, le service offert *ad hoc*, les achats de viande en carcasse ou en pièces de gros non désossées, la diminution graduelle des points de vente - à un taux annuel estimé de 11% jusqu'en l'an 2000 - et la tentative de transformation en boutiques spécialisées.
- *La distribution moderne* (25% du marché en 1995, soit environ 310 000 tonnes) ; elle se caractérise par une forte concentration, la maturation des viandes, l'orientation vers le désossé, les produits élaborés (haut contenu de services), le marquage du produit, un important suivi du produit.

L'évolution de la structure de distribution, ces derniers temps, a entraîné d'importants changements dans la répartition du revenu produit. En effet, tandis qu'en 1980, pour 100 liras dépensées sur l'achat de produits animaux, 50 allaient à l'éleveur, 24 à l'industrie et 26 à la distribution, en 1995 pour 100 liras d'achat 37 ont été destinées à l'éleveur, 20 à l'industrie et 43 à la distribution.

La dynamique des prix des produits et des moyens de production (ISMEA, 1991-96, nn.vv.)

L'analyse des prix à la production des dix dernières années montre que les produits animaux ont moins évolué que l'ensemble du secteur agricole et que les produits végétaux. En effet, le taux moyen de variation annuel de l'ensemble du secteur agricole (+1,4%) a été très sensiblement supérieur à la croissance du secteur animal (+1,0%) et à celle du secteur bovin (+0,3%).

La différence entre les catégories d'animaux est assez marquée. En effet, la croissance observée pour les cotations des veaux (+1,1%) - dont l'évolution a été influencée par la réduction du nombre de vaches et par l'action freinante sur le consommateur de la hausse des prix - a été supérieure à celle des jeunes bovins (+0,8%) - dont les prix sont intimement liés au marché étranger - et à celle des vaches (+0,1%).

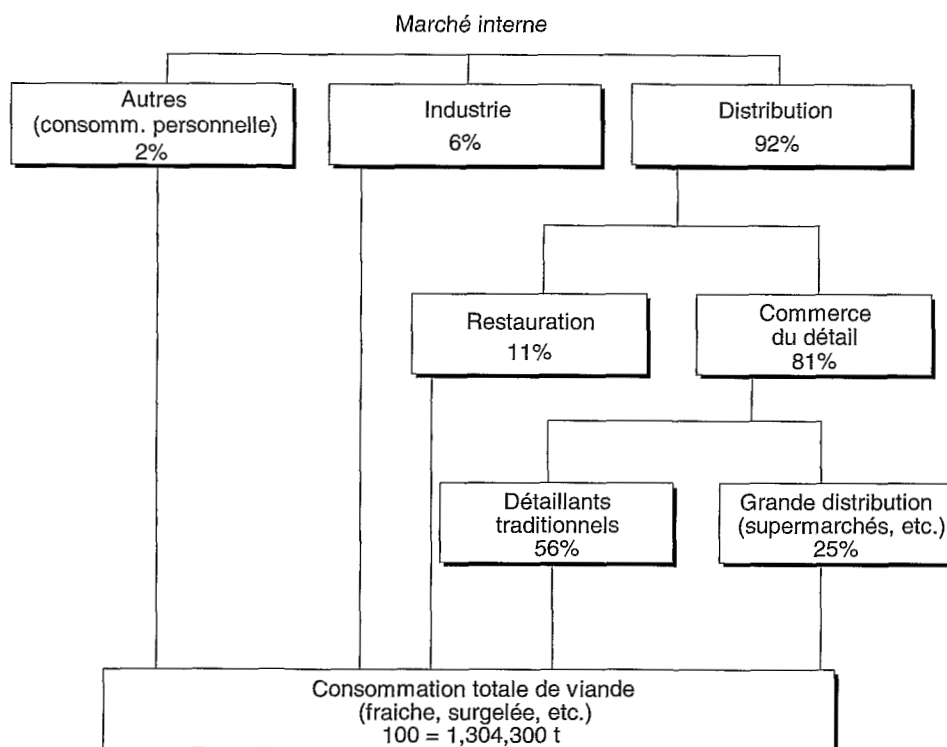


Fig. 8. Distribution de la viande de bœuf (Source : ISMEA).

L'évolution du rapport entre l'indice des prix à la production et l'indice des coûts des facteurs de production (-0,2%) - pris comme indicateur de l'évolution tendancielle du résultat d'exploitation - a comporté, au total, une amélioration du différentiel existant entre les gains et les dépenses des éleveurs. La limitation des dépenses semble liée, surtout, à la diminution moyenne annuelle qui a été observée dans les prix des aliments pour animaux (-0,1%) et des animaux d'élevage (-0,5%), qui représentent plus de 85% des débours totaux des élevages d'embouche (Fig. 9).

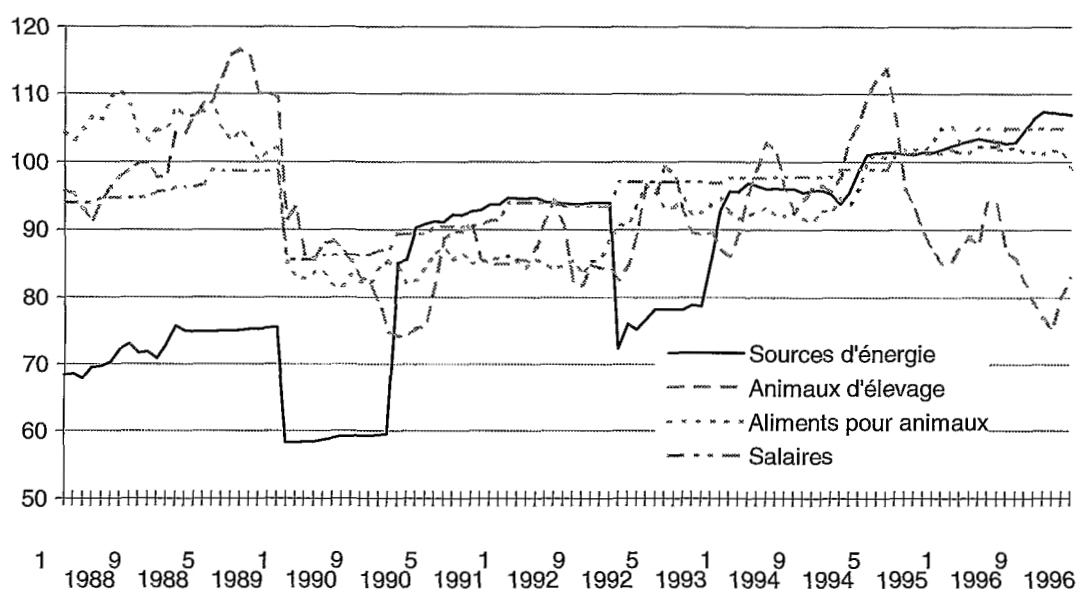


Fig. 9. Indice des prix des moyens courants de production (Source : ISMEA).

Afin d'observer les résultats réels moyens des entreprises du secteur bovin, on a étudié l'évolution des termes de l'échange, en comparant la courbe de l'indice des prix à la production et celle des facteurs de production. Pendant la période 1988-1997, cet indicateur est supérieur à l'unité seulement sur de brefs laps de temps (1990, 1993, 1994), mettant en évidence une détérioration de la rentabilité de l'élevage pendant de longues périodes, conséquence d'une hausse des prix des aliments pour animaux (maïs) et des animaux de stabulation bien supérieure à celle des prix payés pour les animaux de boucherie (Fig. 10).

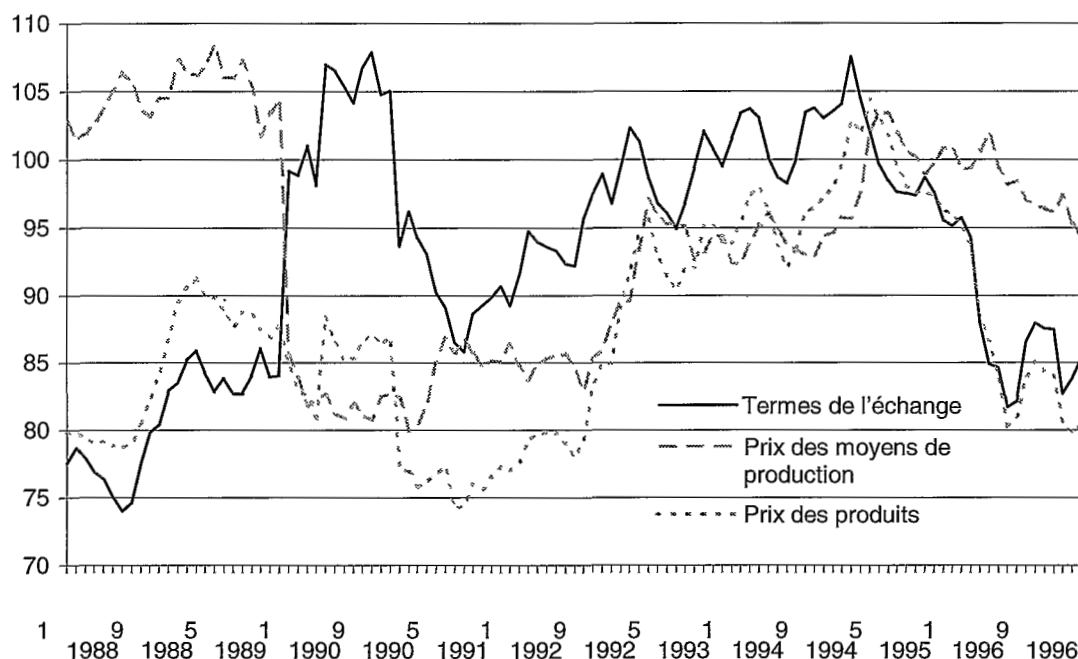


Fig. 10. Termes de l'échange (indice 1995 = 100) (Source : ISMEA).

En particulier, jusqu'au milieu de l'année 1992, et à partir de la deuxième moitié de l'année 1995, on a observé une forte stagnation du marché - imputable à une série de facteurs conjoints tels que : la baisse des achats alimentaires par suite de la période de crise générale de la consommation, les problèmes d'image dont souffre le produit, enfin l'amélioration du taux de change de la lire vis-à-vis des principales monnaies européennes et la compétitivité accrue du produit étranger - qui s'est transformé en effondrement sans précédent à partir de mars 1996. Au bilan de 1996, l'indice ISMEA des prix à la production a montré une baisse moyenne durant l'année de 13% par rapport à 1995 (veaux : -21% ; jeunes bovins : -11% ; vaches : -13%).

L'évolution à court et moyen terme

Note méthodologique

Les prévisions à moyen terme ont été effectuées par construction de modèles structurels, dans lesquels la variable qui nous intéresse est le résultat de la combinaison entre les courbes d'autres variables.

Les données, de fréquence annuelle, couvrent une période qui va de 1971 à 1995, dernière donnée définitive disponible. Les prévisions ont été effectuées jusqu'en 2001.

Après avoir éliminé les problèmes éventuels de non-stationnarité des séries chronologiques, on a estimé les modèles et ensuite on en a vérifié : l'adéquation, au moyen des mesures synthétiques de la précision (t-student sur les paramètres, R^2 ajusté, F de Fisher, Durbin-Watson, etc.), la courbe

White-Noise des résidus (test de Box-Ljung, Q-test), l'analyse graphique de la distribution des résidus à chaque retard (lag), examen du périodogramme cumulé, la stabilité des paramètres pendant toute la période d'analyse (par les tests Cusum).

Les données provisoires de 1996 ont été utilisées pour vérifier la capacité de prévision du modèle, en déduisant l'erreur type absolue en % de l'estimation des valeurs prévues par rapport aux valeurs observées.

Le modèle utilisé pour la prévision des produits animaux est composé de 4 équations et une identité, distinctes pour les neuf branches de la production animale. En outre, on a considéré en tout 5 variables endogènes et 6 variables exogènes. Dans l'ensemble pour le secteur animal on a estimé 34 équations et 9 identités. Pour la prévision des variables exogènes du modèle on a utilisé les modèles ARIMA.

Les équations du modèle pour les 5 variables endogènes sont les suivantes :

Consommation per capita

$$CP_i = f(YDP, G_i, pc_i, pc_j) \text{ pour } \forall i = 1, \dots, 9$$

où :

CP_i est la consommation per-capita du produit i ; YDP est le revenu disponible *per capita* ; G_i est une variable proxy de la préférence du consommateur pour le produit i ; pc_i et pc_j le prix implicite du produit i et le prix du produit de remplacement j , respectivement.

Production

$$Q_i = f(C_i, M_i, pcu_i, D_i) \text{ pour } \forall i = 1, \dots, 9$$

où :

C_i est la consommation globale du produit i ; Q_i est la quantité produite du bien i ; M_i est l'importation du produit i ; pcu_i est le prix communautaire ; D_i variable dummy introduite, le cas échéant, pour la législation relative au contrôle des quotas laitiers.

Importations

$$M_i = f(pm_i, M_i(-1), C_i) \text{ pour } \forall i = 1, \dots, 9$$

où :

M_i est l'importation du produit i ; pm_i est le prix mondial du produit i .

Production brute vendable

$$PLV_i = f(Q_i, CONS_i, M_i, D_i) \text{ pour } \forall i = 1, \dots, 7$$

où :

$CONS_i$ sont les effectifs de l'élevage i ; D_i variable dummy introduite, le cas échéant, pour tenir compte de l'introduction de la Pac.

Exportations

$$E_i = Q_i + M_i - C_i \text{ pour } \forall i = 1, \dots, 9$$

où :

E_i est l'importation du produit i .

Les variations des stocks de produits animaux, les effectifs du bétail et toutes les séries chronologiques relatives aux prix ont été prévues au moyen de modèles ARIMA.

L'évolution du secteur (Agra-Europe, 1995-96 ; European Commission, 1997 ; Eurostat, nn.vv. ; FAO, 1995a,b,1996 ; ISMEA, 1997 ; MLC, 1996)

Il ressort évidemment de l'exposé qui précède que le secteur italien des viandes s'est lancé sur une voie qui amènera à des changements substantiels de type structurel dans le cadre de la production, déterminés non seulement par l'inadéquation diffuse dans le segment de la production, mais aussi par des changements importants dans les habitudes alimentaires des consommateurs.

La réforme de la PAC et les conséquences des accords du GATT sont plus que jamais contraignants pour l'équilibre futur du secteur. Les objectifs poursuivis par la politique communautaire - la limitation des excédents de production, une moindre protection du marché intérieur et la sauvegarde de l'environnement - réalisés au moyen des instruments de la dernière réforme - réduction des prix garantis, compensations visant le revenu, incitations à l'exploitation extensive, etc. - ont lourdement conditionné les élevages italiens dans la première moitié des années Quatre-vingt-dix.

Il faut vérifier dans quelle mesure pèsent sur l'évolution du secteur d'autres éléments, tels que : (i) la législation relative aux élevages (sur le bien-être des animaux et leur confort pendant le transport) ; (ii) la législation relative aux installations d'abattage (sur l'adéquation des structures et les normes de traitement des déchets) ; (iii) la situation du secteur laitier ; et (iv) les incertitudes liées au processus de révision de la PAC.

Le résultat final pourrait accélérer le processus naturel de concentration du système, par une décroissance du nombre des unités de production - d'élevage et d'abattage -, des têtes de bétail et du niveau de l'offre.

Cette direction du développement pourrait être positivement influencée par des actions d'intégration verticale et horizontale entre les opérateurs de la filière et par l'adoption d'une stratégie politique interne ciblée sur l'amélioration des structures de commercialisation du produit, la promotion et la mise en valeur de la viande bovine de qualité garantie (par ex. Plan viandes).

Les prévisions à moyen terme de l'ISMEA indiquent une diminution moyenne du cheptel bovin au cours des cinq prochaines années égale à 1,7% par an, ce qui devrait amener le cheptel à 6 144 000 têtes de bétail.

Par conséquent, si les orientations communautaires restent essentiellement conformes aux tendances actuelles (visant principalement à limiter la production), on prévoit que l'offre de viande bovine restera à peu près stationnaire, arrivant à un minimum en 1999 pour recommencer à augmenter, mais restant toujours au-dessous des niveaux d'avant la crise de 1996. En 2001, la production devrait atteindre 920 000 tonnes. La PLV (Production Brute Vendable), dans les années à venir, devrait présenter une baisse de 1,8% par an, pour s'établir à 1,43 millions de tonnes en 2001.

Mais la crise de l'ESB de 1996 a influencé surtout la consommation. La crise - dont il faut souligner le caractère non strictement conjoncturel - a eu des répercussions telles qu'elle a entraîné un changement de la carte des préférences alimentaires, au moins d'une petite partie des consommateurs. Selon le sondage ISMEA-Nielsen, la baisse de la consommation, en effet, a intéressé environ un tiers de la population, provoquant une chute des achats de viande de bœuf proche de 10% et un déplacement massif vers les viandes blanches - en particulier volailles et lapins - vu leur compétitivité supérieure. En perspective, environ 90% des personnes interrogées se disent convaincues que la situation restera inchangée dans un avenir proche, tandis qu'environ 10% prévoient une nouvelle baisse de la consommation.

Bien qu'existent certains éléments qui, en perspective, permettraient de formuler des hypothèses plus encourageantes en faveur d'une reprise modérée de la consommation - une légère baisse des prix à la consommation par suite de la diminution du pourcentage de la TVA de 16% à 10% sur les échanges d'animaux et de viandes et de l'introduction de marques et de certifications afin de rendre confiance aux consommateurs - les prévisions sont de toute façon empreintes de prudence.

La consommation per-capita, en effet, devrait augmenter en 1997 après la baisse soudaine de 1996 (22,7 kg per-capita), mais restera dans tous les cas inférieure à la valeur actuelle : pour le début

du nouveau millénaire elle devrait se fixer à 24,7 kg per-papita, soit un peu plus de 1 400 000 tonnes au total.

Les échanges commerciaux avec les autres pays devraient subir les effets de la situation interne (reprise modérée de la consommation alors que le niveau de production restera à peu près constant) et des contraintes extérieures (accords GATT et législation UE sur le transport et l'abattage d'animaux). Ces effets devraient aussi se faire sentir sur les échanges avec l'étranger, déplaçant les achats vers les viandes plutôt que vers les animaux vivants.

Après la croissance prévue pour 1997, les importations resteront à peu près stationnaires pendant toute la période considérée, se stabilisant sur 622 000 tonnes en équivalent viande en 1997.

Par contre, les exportations resteront constantes après la baisse importante observée de 1992 à 1996 (-12,9% par an). Pour l'année 2001, les ventes à l'étranger devraient représenter 108 000 tonnes (Fig. 11).

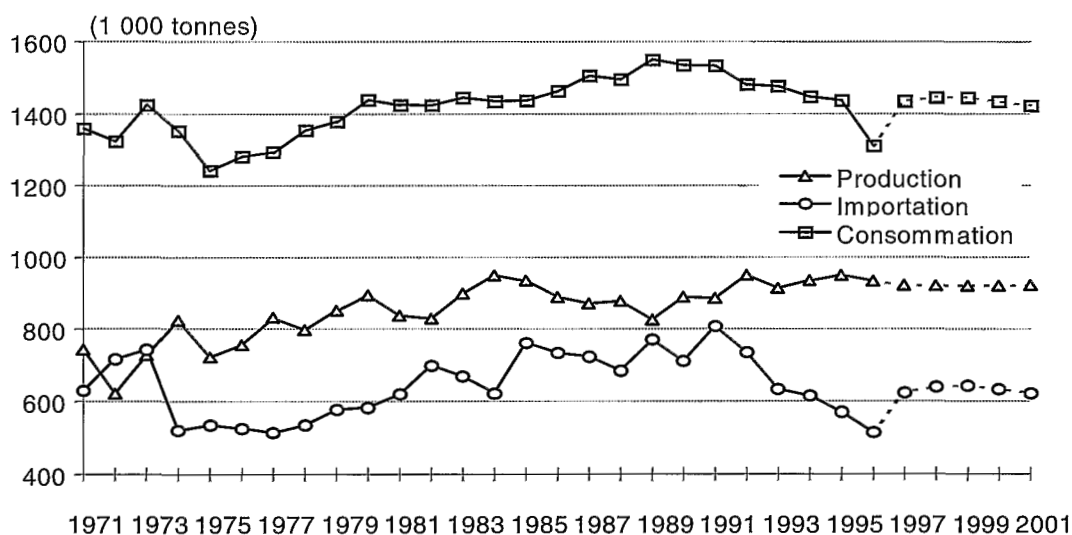


Fig. 11. Prévisions à moyen terme (1997-2001) (Source : ISMEA) .

Enfin, il faut tenir compte du fait que la baisse de la demande interne produira dans l'ensemble une légère augmentation des stocks : ce phénomène caractérisera le secteur au cours des années à venir dans toute l'Union.

Références

Agra (1995). *Industria agroalimentare in Italia*.

Agra-Europe (1995-96). *Annual European Meat Industry Conference*.

Carbonari, F. et Sopranzetti, C. (1996). L'evoluzione della struttura dell'industria alimentare italiana. *Rivista di Politica Agraria*, No. 11/96.

Confindustria (1994). Piccola impresa e cambiamento strutturale nell'industria italiana ed europea. Dans : *Previsioni dell'Economia Italiana ; Una politica per le piccole imprese*, giugno 1994, No. 1.

Databank (1996a). *Allevamento bovini da macello*.

Databank (1996b). *Macellazione e commercio di carne bovina*.

- European Commission (1997). *CAP 2000. Long term prospects*.
- European Quality Beef (1997). *1st European Beef Congress. A global approach to quality beef : market and consumer trends, production controls and nutritional aspects*.
- Eurostat (nn. vv.). *Production Animale : statistiques trimestrielles*.
- FAO (1995a). *Impact of the Uruguay round on agriculture*.
- FAO (1995b). *Medium term prospects for agricultural commodities : projections to the year 2000*.
- FAO (1996). *Le Marché Mondial de la Viande : Situation et Perspectives*.
- Gatti, S. et Valli, C. (1995). La gestione della qualità nella filiera delle carni bovine in Italia. *Rivista di Politica Agraria*, No. 5.
- ISMEA (1991-1996). *Filiera Carne*.
- ISMEA (1994-1996). *Panel agroalimentare per il monitoraggio dei canali distributivi e delle problematiche di approvvigionamento*.
- ISMEA (1995a). *Il Sistema Qualità nell'Agroalimentare*.
- ISMEA (1995b). *Territorio e Struttura Agroindustriale*.
- ISMEA (1997). *Previsioni a medio termine*.
- ISMEA-Nielsen (1997). *Indagine campionaria sul consumo di carne in Italia*.
- ISMEA (nn.vv.). *Informazioni Carne*.
- ISTAT (1995a). *Imprese, istituzioni e unità locali, 7^o censimento generale dell'industria e dei servizi*.
- ISTAT (1995b). *Indagine sulla Struttura e sulle Produzioni delle Aziende Agricole 1993*.
- ISTAT (vv. aa.). *Statistiche dell'agricoltura, zootecnia e mezzi di produzione*.
- Largo Consumo* (1995-1996). nn.vv.
- Meat Focus International* (1995-1996). nn.vv.
- Ministero della Sanità (1997). *Rapporto annuale*.
- MLC (1996). *Meat Market Review*.
- Nomisma (1997). *Primo rapporto sull'Economia zootecnica Italiana*.
- Venturini, L. et Pieri, R. (1995). *Strategie e competitività nel sistema agroalimentare - il caso italiano*.